

Les socialistes face à la crise du capitalisme

Lionel Jospin

Les socialistes face à la crise du capitalisme

Lionel Jospin

SOMMAIRE

Les protagonistes	5
Crises du capitalisme et réactions socialistes	10
Analyse de la crise actuelle	25

Lionel Jospin est ancien Premier ministre.

« Les socialistes face à la crise du capitalisme » : c'est un thème aussi ancien qu'actuel. Dans cet essai, je l'aborderai en trois temps : camper les protagonistes, d'abord – le capitalisme, d'un côté, et les socialistes de l'autre – pour préciser de quoi et de qui nous parlons ; esquisser, ensuite, une synthèse historique de l'attitude des socialistes face aux crises du capitalisme ; donner, enfin, mon regard de socialiste sur la crise actuelle.

LES PROTAGONISTES

Evoquons les acteurs, et en premier lieu, le capitalisme.

Il est admis, depuis 1989, la chute du Mur de Berlin, la dislocation de l'URSS et la dissolution du système

Dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire de Blois, Lionel Jospin a été invité par la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste à s'exprimer, le 10 octobre 2009, sur le thème : « Les socialistes face à la crise du capitalisme ». Cet essai reprend son intervention.

d'économie centralement planifiée, qu'il n'existe plus dans le monde qu'un seul mode de production : le capitalisme. La crise actuelle est donc forcément la sienne.

Quelle définition peut-on, aujourd'hui encore, donner du capitalisme ? C'est un système économique et social fondé sur l'appropriation privée de capitaux, dans lequel les détenteurs des moyens de production, de services et d'échanges louent, à leurs propres risques, l'activité de travailleurs libres pour rechercher le profit maximum.

Certes, on peut discuter tel ou tel terme de cette définition : le degré de liberté qu'ont les travailleurs de se louer, la réalité des risques encourus par les employeurs ou encore le caractère forcément privé de l'appropriation des capitaux. Mais, globalement, cette définition fonctionne.

À condition de prendre en compte la remarquable plasticité du capitalisme et sa capacité à muer, dans le temps et dans l'espace. Marchand à l'origine (au XVI^e et

XVII^e siècles), puis manufacturier et industriel (grâce aux révolutions technologiques des XIX^e et XX^e siècles), le capitalisme explore l'immense champ des services dans la seconde moitié du XX^e siècle, avant d'être, en ce début du XXI^e, entraîné par la finance.

Les formes concrètes de ce mode de production varient naturellement selon les continents, les nations, les niveaux de développement, la nature – autocratique ou démocratique – des régimes politiques et le type de rapport établi entre l'Etat et les entreprises. C'est pourquoi on hésite parfois à rattacher à un modèle commun le capitalisme en Europe, aux Etats-Unis, en Russie, en Afrique et, plus encore, en Chine.

Pourtant, même dans le monde développé, le capitalisme nous a habitués à ses disparités. N'a-t-on pas distingué longtemps le capitalisme « rhénan » (privilegiant le secteur productif), le capitalisme « anglo-saxon » (favorisant la finance), le capitalisme « colbertiste » (fondé sur des liens étroits entre la haute administration et le secteur privé)

ou encore le capitalisme « japonais » (dans lequel l'Etat promeut les intérêts du monde industriel) ? Il est vrai que c'était avant la vague du néo-libéralisme économique qui a paru uniformiser ces paysages différents. Aujourd'hui, avec ses variantes, le capitalisme est bien, en tout cas, un système mondialisé.

Evoquons maintenant les socialistes. Qui sont-ils, historiquement ? Ce sont les partisans d'une forme d'organisation sociale faisant prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers et qui veulent, contre les injustices engendrées par le capitalisme, assurer par des réformes la répartition la plus juste possible des richesses.

Le socialisme lui aussi a évolué, en réaction aux mutations du capitalisme et sous l'effet de ses propres conquêtes ou de celles du monde syndical. Les changements sont majeurs qui conduisent du socialisme « utopique », moral, anti-étatiste et auto-organisateur des débuts de la Révolution industrielle, au socialisme d'inspiration marxiste, scientiste, organisé en partis

politiques qui va dénoncer l'exploitation des travailleurs et poser sa candidature au pouvoir, à l'époque du capitalisme de masse. C'est d'ailleurs cette question du pouvoir, de la façon de le conquérir (par l'élection ou la révolution), de la manière de l'exercer (dans la liberté ou sous une dictature, même provisoire) qui provoquera le grand schisme du XX^e siècle entre le socialisme démocratique et son aile révolutionnaire et avant-gardiste ralliée, puis inféodée au régime né de la Révolution de 1917, qui se figera bientôt et pour longtemps dans le totalitarisme.

Les socialistes que j'évoque ici sont ceux qui sont restés attachés à la démocratie. Effrayés d'avance par les révolutions violentes conduites par des minorités, puis tirant les leçons des monstrueux échecs de celles-ci, ils n'ont pas voulu sacrifier la liberté à la promesse d'égalité. Ils ont choisi la voie démocratique vers le pouvoir, la transformation de la société par la réforme et la régulation du marché par l'Etat plutôt que son abolition. Le plus grand nombre des socialistes de ce type se retrouvent aujourd'hui dans la social-démocratie qui, elle aussi, a ses variantes.

CRISES DU CAPITALISME ET RÉACTIONS SOCIALISTES

Le capitalisme n'a jamais avancé sans crises. Parfois confondues avec les cycles économiques, qui sont des fluctuations jugées normales car correspondant, à court terme, aux ajustements de l'offre et de la demande et, à long terme, à de puissantes mutations technologiques, les crises du capitalisme sont pourtant d'une autre nature. Elles ne rythment pas un mouvement, elles le rompent.

Elles ont en tout cas scandé toute l'histoire du capitalisme. 1825, 1836-38, 1847-49, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890-93, 1907 et, juste après la guerre, 1920 : à chaque fois les principaux pays d'Europe et les États-Unis voient surgir spéculations, effondrements bancaires, faillites, chutes de la production agricole et industrielle, baisse des salaires et montée du chômage. Ces crises aggravent la misère et la pauvreté, provoquent des grèves et des mouvements sociaux et parfois même, comme en France en 1830 ou en 1848, nourrissent des révolutions.

Le capitalisme s'étend à travers le monde, mais par secousses, alternant phases de prospérité relative et soudains marasmes, creusant sous ses pas les inégalités en semblant incapable de se réguler.

Comment réagissent les socialistes ? Apparemment, pas par une analyse approfondie des crises. Au début du XIX^e siècle, très éloignés du pouvoir, ils n'en sont pas à rechercher des remèdes effectifs aux spasmes du capitalisme. Les utopistes, Saint-Simon, Robert Owen, Charles Fourier ou Pierre-Joseph Proudhon, s'ils dénoncent l'exploitation de l'homme par l'homme et réclament parfois la suppression de la propriété privée au profit de formes d'association volontaire, en restent à des spéculations abstraites. Quand ils se prêtent à des réalisations pratiques (telles les phalanstères), celles-ci restent isolées et elles se terminent par des échecs.

Au milieu du XIX^e siècle, Karl Marx engage une analyse méthodique et implacable des mécanismes d'exploitation et d'aliénation inhérents au capitalisme ; il met au jour

ses contradictions. En particulier celles, centrales à ses yeux, qui devraient selon lui conduire à la mort de ce système : d'une part la baisse tendancielle du taux de profit, d'autre part l'antagonisme croissant entre le nombre toujours plus réduit des détenteurs des moyens de production (sous l'effet de la concentration des entreprises) et la masse grandissante des prolétaires (en raison de la paupérisation).

Mais on trouve chez le penseur allemand moins une analyse des crises et des propositions de remèdes qu'une théorie globale de l'évolution du capitalisme ainsi qu'une prophétie de sa chute. À la propriété bourgeoise doit succéder une appropriation collective des moyens de production seule capable de faire disparaître l'exploitation et de donner à chaque travailleur, sans prélèvement de plus-value, son dû. Pour parvenir à ce stade social supérieur, dans lequel le pouvoir d'Etat disparaîtra lui-même, une phase de transition est nécessaire pendant laquelle s'exercera « la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Aucune des deux prédictions de Marx ne

s'accomplira vraiment, puisque le capitalisme ne s'est pas dévoré lui-même et que la révolution prolétarienne – si elle a bien eu lieu, là où elle n'était pas attendue – a, sous Staline et Mao, dévoré ses enfants.

Les socialistes d'après Marx, regroupés sous le terme générique de sociaux-démocrates, feront encore parfois, à l'instar de Karl Kautsky ou de Rudolf Hilferding, des analyses globales du capitalisme à son stade impérialiste. Mais là encore, on ne trouve pas chez eux une étude des crises. Dans les partis socialistes ou sociaux-démocrates à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècles, la réflexion économique n'est pas prédominante. Il y a une pensée sociale. Il y a une reprise des revendications syndicales : la journée de huit heures, le repos hebdomadaire, l'interdiction du travail des enfants, la demande d'un salaire minimum, l'exigence d'une assurance-chômage, le droit à l'éducation, etc. Pour le reste, l'idée s'impose surtout, dans ces milieux, que le socialisme succèdera naturellement au capitalisme, sans révolution mais par la réforme, dans une sorte d'évolution inéluctable.

En fait, les grandes questions débattues à l'époque dans les partis socialistes et la Deuxième Internationale sont d'abord politiques. Faut-il ou non participer au pouvoir ? Comment le conquérir et comment l'exercer ? Comment concilier égalité et liberté ? Quelle place accorder à la nation et au droit des peuples dans une réflexion internationaliste ? Que penser de la colonisation ? Quels types de rapports avoir avec le syndicalisme ? Comment sauver la paix et, en cas de guerre, que faire ?

Le grand tournant dans la relation des socialistes aux crises s'opère dans les années vingt et trente. Trois événements le précipitent : la crise économique de 1929, l'arrivée au pouvoir des premiers gouvernements socialistes et l'apport théorique de John Maynard Keynes.

La crise des années trente n'est plus en effet un bref accident effacé par une nouvelle phase de prospérité. C'est une crise majeure, globale et longue, qui ne sera véritablement résorbée que par l'économie de guerre lors du deuxième conflit mondial. Le krach bancaire, survenu

à Wall Street en octobre 1929, à la suite du retournement d'un très fort mouvement à la hausse de spéculation boursière, entraîne dans la crise économique presque tous les pays. La production s'affaisse, les prix baissent, les faillites se multiplient et le chômage explose, plongeant dans la misère des dizaines de millions d'hommes et de femmes.

Le cataclysme est tel qu'il oblige les gouvernements à réagir. Le laisser-faire ne peut plus leur tenir lieu de politique. Or les socialistes se retrouvent justement au pouvoir dans plusieurs grands pays. Sans doute avaient-ils participé, symboliquement, à des gouvernements d'Union nationale – en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne – pendant la guerre de 1914-1918. Ce choix avait d'ailleurs déchiré la Deuxième Internationale et nourri la critique communiste. Mais il s'agissait de circonstances exceptionnelles. Cette fois, c'est la paix, même si elle est précaire, et des victoires électorales portent les socialistes au pouvoir, en Suède en 1920, en Grande-Bretagne en 1924 et en 1931, en France en 1936.

En France, le gouvernement de Léon Blum, à l'opposé de la politique de déflation menée par Pierre Laval en 1935, cherche à combattre la crise par l'élévation des salaires et la relance de la consommation, censée entraîner derrière elle la reprise de la production. La durée légale du travail est réduite à quarante heures. Mais la vétusté d'une partie de l'appareil productif français, la résistance du patronat des petites et moyennes entreprises à la nouvelle politique et la spéculation contre un franc affaibli menacent la tentative. Le gouvernement de Front populaire doit décréter une « pause », avant d'être renversé par le Sénat en 1937.

Si le Front populaire reste vivant dans la mémoire de la gauche, il est aussi associé à l'échec financier – devant le fameux « Mur de l'argent » –, et a servi de prétexte aux milieux conservateurs pour proclamer l'incapacité des socialistes à maîtriser les questions économiques. Cette expérience n'en fut pas moins fondatrice. Pour la première fois, une autre politique économique avait été tentée, plus proche des intérêts des salariés, et novatrice

par comparaison avec les politiques déflationnistes d'ajustement par le bas auxquelles se bornaient jusque-là les conservateurs.

Le Front populaire sera d'ailleurs une référence, ambivalente, pour les gouvernements de gauche ultérieurs. C'est avec la crainte de renouveler l'échec financier du Front populaire que le Président François Mitterrand, le Premier ministre Pierre Mauroy et le ministre de l'Economie et des Finances Jacques Delors – je les accompagnais alors à la tête du Parti socialiste – décident en 1983, face aux déficits et à la spéculation contre le franc, le « tournant de la rigueur ». Sans doute cet ajustement, qui était aussi un retour au réel, a-t-il affecté notre popularité et contribué à l'échec législatif de 1986. Mais, paradoxalement, il a sans doute facilité la réélection du Président François Mitterrand en 1988, même si celle-ci a eu d'autres raisons, plus politiques. Les socialistes, entre 1981 et 1986, n'avaient pas réussi pleinement, mais ils n'avaient pas mené le pays à l'échec économique et financier. On pouvait donc les réélire.

Dix ans après, en 1997, à la tête d'un gouvernement de gauche et des écologistes, j'avais à mon tour clairement à l'esprit les précédents de 1936-37 et de 1981-83. En conduisant une politique économique et sociale maîtrisée, avec le ministre chargé de l'Economie, Dominique Strauss-Kahn, et la ministre responsable des questions sociales, Martine Aubry, nous avons cherché à concilier la recherche de la croissance et le respect des équilibres économiques, l'apport de mesures sociales et l'efficacité maintenue de l'appareil productif. Nous n'aurons donc à opérer en cinq ans ni « pause », ni « tournant ». Et si nous avons été battus, à travers moi, en 2002, ce ne fut pas par l'économie, mais à cause de la politique. La division extrême et étourdie de la gauche nous a été fatale.

Revenons aux années trente et au troisième événement qui marque la période : l'avènement de la pensée économique de Keynes. Professeur à Cambridge, expert consulté par le gouvernement britannique après la première guerre mondiale, Keynes n'est pas un socialiste mais plutôt un libéral social. Il s'intéresse peu à

l'évolution générale du capitalisme. On connaît sa réponse, célèbre, à ceux qui lui reprochent son indifférence aux questions du long terme : « A long terme, nous serons tous morts ». C'est un économiste du présent et, justement, de la réponse aux crises. Il recherche, dans la théorie, ce qui permet de trouver des solutions pratiques pour remettre en marche des économies en panne. La crise des années trente est donc pour lui un impérieux objet d'étude et l'occasion de formuler des propositions d'action.

Dans son œuvre majeure *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, en 1936, Keynes rompt avec l'approche classique de l'économie et avec les dogmes du libéralisme. Il affirme que seule l'intervention de l'Etat peut, face à l'affaiblissement de la production et au chômage massif, offrir un remède au sous-emploi. L'autonomie de décision des entreprises doit certes être préservée, mais il est du devoir de l'Etat de soutenir les dépenses productives, c'est-à-dire la consommation et l'investissement. D'un côté, il faut relancer la consommation populaire par des

transferts sociaux, de l'autre, il faut financer sur fonds publics des programmes de grands travaux et d'équipements collectifs. Une telle politique entraînera des déficits budgétaires temporaires – il faut les accepter. Et aussi adopter une politique monétaire souple, qui tolère un certain degré d'inflation.

L'impact de la théorie économique keynésienne sera décisif. Dans l'immédiat, elle inspire plusieurs des dispositifs du New Deal aux Etats-Unis et du Front populaire en France. Ceux-ci permettront d'atténuer les effets de la crise dans les pays concernés. Mais l'antagonisme entre les régimes fascistes et les démocraties, l'éclatement du marché mondial en blocs séparés sous l'effet de la course au protectionnisme et la marche à la guerre interdiront toute relance concertée. À la sortie de la deuxième guerre mondiale, Keynes sera encore à l'origine de la création du Fonds monétaire international (FMI), dont il fut le premier gouverneur. Mais ses propositions de réforme du système monétaire et de création d'une nouvelle monnaie de réserve et d'échange,

autre que l'or ou le dollar, ne seront pas retenues. Un système de parités fixes des monnaies, fondé sur l'or et surtout sur le dollar (le *Gold Exchange Standard*), sera néanmoins mis en place après les accords de Bretton Woods en 1944. Mais la suppression de la convertibilité en or du dollar par le Président Nixon entraînera, à partir de 1971, le flottement généralisé des monnaies, prétexte à des spéculations massives, qui seront une des sources de la crise financière récente. J'y reviendrai.

Pour le moment, faisons encore retour vers Keynes. Après 1945, ses idées s'imposent dans la vie économique des Etats. Le monde a connu, en trente ans, deux guerres effroyables et une immense crise. Il faut reconstruire. Les peuples ont terriblement souffert et réclament le bien-être. Personne ne croit que le laisser-faire y pourvoira. Des gouvernements de gauche arrivent à nouveau au pouvoir. Sous leur égide, et sous l'influence des idées de Keynes, se met en place progressivement un « Etat providence », qui nationalise des entreprises dans des secteurs clés, redistribue des revenus (par la fiscalité),

veille aux retraites (en général par répartition), indemnise le chômage, instaure la sécurité sociale, étoffe le droit du travail et se fixe comme objectif la croissance et le plein emploi. Tout au long des Trente glorieuses (de 1945 à 1975), presque tous les gouvernements, y compris conservateurs, des pays développés puiseront dans l'arsenal des idées keynésiennes.

Puis un renversement doctrinal et dans les politiques économiques s'opère à la fin des années soixante-dix sous l'effet de difficultés nouvelles qui créent un climat de crise rampante : l'inflation est forte, les déficits publics se creusent et le chômage enfle. Les politiques keynésiennes sont mises en accusation. L'Etat providence est critiqué pour sa lourdeur. Les deux sont jugés responsables des défauts de compétitivité des vieux pays développés face aux économies émergentes. Les conquêtes sociales des décennies précédentes sont perçues comme des sources de rigidité. Le libéralisme économique, qui était jugé anachronique et dangereux depuis plus d'un demi-siècle, réalise un retour en force chez les économistes sous le

vocabulaire rafraîchi du « néo-libéralisme ». Keynes se démode et l'Américain Milton Friedman, néolibéral et monétariste orthodoxe, devient la référence. Dans les années quatre-vingt, il inspire la politique économique de gouvernements influents, tels ceux du Président Ronald Reagan et du Premier ministre Margaret Thatcher.

À la même époque, les régimes collectivistes d'économie étatisée sont à bout de souffle. Après la chute du Mur de Berlin en 1989, l'URSS s'effondre et les pays de l'Est de l'Europe accèdent à la démocratie en même temps qu'ils choisissent l'économie de marché. L'histoire ouverte par la révolution d'octobre 1917 s'achève. Mais, du coup, c'est toute idée d'organisation et d'action collectives qui est décriée. Et l'on comprend pourquoi la politique économique esquissée par les socialistes en France dans les années quatre-vingt / quatre-vingt-dix se trouve à contre-courant de la tendance dominante.

Au cours des vingt dernières années, les postulats du néo-libéralisme guident la globalisation de l'économie. Quels

sont-ils ? Intervention minimale de l'Etat dans la vie économique, confiance totale dans les marchés pour s'autoréguler et assurer l'optimum économique, déréglementation poussée des marchés des capitaux, ouverture sans frein des frontières, démantèlement ou, à défaut, allègement des dispositifs sociaux ou protecteurs du travail. Ces préceptes inspirent les politiques des gouvernements conservateurs. Ils vont même jusqu'à influencer celles de certains gouvernements sociaux-démocrates, comme ceux de Tony Blair, voire de Gerhard Schröder. Dans ce climat idéologique, le poids des intérêts économiques privés sur les pouvoirs publics se fait plus lourd et les revendications du monde salarial sont moins entendues.

Tel est, brossé à grands traits, le contexte historique dans lequel éclate, en 2008, la crise financière, puis économique et sociale, à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés.

ANALYSE DE LA CRISE ACTUELLE

Sans prétendre exprimer sur cette crise la position des socialistes, je tiens à livrer, en tout cas, l'analyse d'un socialiste.

Est-ce une crise du capitalisme ? À l'évidence oui, puisqu'il n'existe plus d'autre mode de production. Mais c'est la crise d'un capitalisme complexe et composite. À son sommet, il a poussé jusqu'à l'absurde la logique de sa financiarisation, au point de s'émanciper presque à l'égard de la sphère productive, le capital semblant souvent se nourrir du seul capital. À sa base, là où il s'inscrit dans la société, il n'a pu – en dépit des dernières offensives libérales – totalement effacer les régimes collectifs et les systèmes protecteurs (assurance-chômage, sécurité sociale, retraites par répartition, droit en faveur du travail), qui sont les héritages de la période antérieure. Ce sont là des éléments de socialisme que le capitalisme a à la fois ingérés et subis.

Or la pente et l'équilibre de ce système économique composite sont mis en question par la crise. Ainsi, savoir si le Président Barack Obama arrivera à instaurer, contre des intérêts privés précis et puissants (compagnies d'assurance et certains milieux médicaux, par exemple), un système universel de santé aux Etats-Unis est un enjeu non seulement pour les Américains mais aussi pour le système lui-même. Et c'est pourquoi une certaine droite radicale américaine est à la fois caricaturale et avertie lorsqu'elle brandit comme un épouvantail, à propos de la réforme de la santé, le mot « socialisme ».

En tout cas, la crise qui nous frappe est bien une crise d'ensemble, qui touche tous les pays et affecte tous les secteurs.

Elle est d'abord financière. C'est logique, car une crise du capitalisme commence presque toujours par une crise du capital. Elle n'est pas la première : des alertes avaient eu lieu au Mexique en 1994, en Russie et en Asie en 1998,

en Amérique latine entre 1999 et 2001, dévoilant la fragilité du système financier. Mon gouvernement, en 1998, avait d'ailleurs fait des propositions de régulation. Mais ces accidents étaient survenus à la périphérie du système, dans des pays jugés vulnérables, et les signaux adressés ont été négligés.

La secousse violente qui a saisi le monde en 2008, après la faillite de la banque Lehman Brothers, s'est produite cette fois, comme en 1929, à Wall Street, au cœur de l'empire financier. Elle s'est ensuite propagée partout, provoquant une cascade de faillites et de défaillances d'établissements financiers. Seules les interventions massives des banques centrales et des Etats ont empêché une banqueroute généralisée. Le système bancaire a été cependant sévèrement ébranlé.

On explique le plus souvent cette crise par des dérèglements. On invoque les errements des fonds spéculatifs non réglementés, les dérives des paradis fiscaux opaques, la négation, la dissimulation et la

dissémination (par la « titrisation ») du risque, alors que son évaluation correcte devrait être commune au prêteur et à l'emprunteur ; la construction de montages si complexes (à l'aide de l'outil mathématique) que leurs conséquences échappent à leurs auteurs. Naturellement, on désigne aussi l'avidité et l'imprudence des acteurs financiers ; et, pour couronner le tout, la passivité des banques centrales et des Etats, qui ont laissé faire. Tout cela est vrai.

Mais il faut bien comprendre que ces dérèglements sont eux-mêmes liés à un déséquilibre plus profond du système économique et financier lui-même. Depuis trente ans, on a laissé se creuser un écart extravagant entre la sphère financière et l'économie réelle (celle de la production des biens et services, mesurée par les PIB). La première est cinquante fois supérieure à la seconde. Les transactions sur les marchés des changes liées aux fluctuations des monnaies – on sait qu'il n'y a plus de parités fixes –, qui imposent des couvertures à terme mais surtout alimentent la spéculation, sont plus de dix fois supérieures

au PIB mondial. Quant aux transactions sur les marchés des produits dérivés, liées aux variations des taux d'intérêt, aux cours de bourse, aux crédits immobiliers (les fameux *subprimes* aux Etats-Unis), et aussi aux spéculations sur les prix des matières premières, du pétrole ou du gaz, elles, excèdent de trente fois le PIB mondial.

Pourquoi cet écart insensé ? Sur le marché des changes, parce qu'on a renoncé aux parités fixes et à la stabilité des monnaies. Sur le marché des produits dérivés, parce que les taux d'intérêt ont été presque totalement déréglementés.

Une industrie financière globalisée s'est alors développée, qui a proposé aux entreprises de les couvrir contre les variations de prix (des taux de change et des taux d'intérêt). Ainsi – politique de gribouille ! – on a libéralisé les prix pour avoir à se protéger ensuite contre leurs variations ! De la couverture à terme, cette industrie financière est bien sûr passée à la spéculation, tout en la diffusant dans des chaînes longues et complexes.

La crise financière est fondamentalement une crise d'endettement. Alors que, dans l'économie des biens et services, le mécanisme des prix ajuste normalement l'offre et la demande (quand les prix augmentent, la demande baisse), dans la sphère financière, le mécanisme joue à l'inverse. Quand les prix des actifs financiers s'élèvent, on les réclame davantage, en espérant gagner plus. Le système ne se régule pas. Il est constamment entraîné par une spéculation à la hausse jusqu'au jour de la crise de confiance, où tout se retourne.

C'est au cœur de cette logique folle qu'a éclaté dès 2007 aux Etats-Unis la crise dite des *subprimes*. Ces *subprimes* sont des créances hypothécaires à risque liées au surendettement massif dans l'immobilier des ménages américains, y compris des Américains pauvres ou économiquement fragiles. Ensuite, l'incendie s'est propagé, en 2008, à l'ensemble du système financier.

Naturellement, la crise financière est devenue économique. Le krach a provoqué des pertes de valeurs ;

surtout, le système bancaire ébranlé a brutalement restreint le crédit aux entreprises et aux particuliers. L'activité économique s'est donc contractée, provoquant des faillites d'entreprises et des vagues de licenciements.

La récession a touché d'abord les Etats-Unis et les pays ayant le plus cultivé la logique financière, puis toutes les économies développées. Mais le ralentissement n'a pas épargné non plus les pays émergents et notamment la Chine. Quant aux pays en développement, ils sont frappés par la baisse des prix des matières premières, par les retraits de capitaux privés et par la réduction de l'aide publique au développement.

Or, tout cela est survenu dans une économie mondiale déjà mal équilibrée dans laquelle le secteur financier avait progressivement imposé sa loi à la sphère productive. Pour assurer des revenus considérables aux actionnaires et aux acteurs financiers, il a été exigé des entreprises des taux de rentabilité et des marges de profit exorbitants, souvent de l'ordre de 20 % ou plus. Sous

cette pression, beaucoup d'entreprises ont opéré des délocalisations vers les pays à faible coût de main-d'œuvre, ont fermé des établissements non rentables selon les nouvelles normes, ont elles-mêmes cultivé les placements financiers et ont, naturellement, comprimé leur masse salariale.

Cette évolution a provoqué une déformation profonde dans la répartition des revenus au profit du capital et au détriment du travail. Mais comme les salariés représentent, dans les pays développés, plus de 80 % de la population active, il en est résulté une insuffisance de la consommation et, potentiellement, de la demande. Aussi, pour atténuer l'impact sur l'activité économique de cette austérité salariale, l'endettement a servi d'expédient. Ce fut particulièrement le cas aux Etats-Unis où les banques, les compagnies d'assurance et les sociétés hypothécaires ont systématiquement poussé les couches moyennes et populaires à s'endetter, souvent inconsidérément, en particulier pour acheter leur logement. Et elles l'ont fait avec l'assentiment des autorités monétaires (la FED, le

Federal Reserve System) et politiques (en particulier l'administration Bush). Il est donc logique que tout ait commencé aux Etats-Unis et par la crise des *subprimes*.

On voit ainsi qu'il y a un lien direct entre les dérives du système financier, les altérations imposées à l'appareil productif et l'inégalité croissante de la répartition des revenus. La crise de 2009, à la différence de celle de 1929, ne trouve pas pour partie sa source dans les déséquilibres majeurs d'une guerre mondiale dévastatrice, elle est intrinsèque au mode de fonctionnement actuel du système économique et financier qui forme le capitalisme. Éviter une nouvelle crise suppose de changer celui-ci profondément.

Sommes-nous engagés sur ce chemin ? Pour répondre à cette question, examinons ce qui a été fait depuis un an.

Le système financier a été sauvé de l'effondrement. C'était indispensable pour que l'économie ne soit pas totalement bloquée. Qui a opéré ce sauvetage ? Assuré-

ment pas les acteurs privés eux-mêmes, mais les banques centrales et les États. Les banques centrales ont massivement injecté des liquidités dans le circuit monétaire et financier pour éviter sa paralysie. Les États ont apporté aux établissements financiers menacés des ressources et des garanties, par centaines et centaines de milliards de dollars, d'euros, de livres sterling, de francs suisses, de yens ou de yuans.

La crise a donc immédiatement rappelé l'importance des États. Les libéraux les traitaient comme des gêneurs et les sommaient de se tenir à l'écart de la vie économique. Soudain, les acteurs privés désarmés les ont priés de se porter à leur secours. Les États se sont révélés les seules autorités légitimes (car représentant les peuples) en mesure de lever des ressources afin de sauver le système. Naturellement, il faut bien savoir que ces ressources, créées ex nihilo, devront être un jour couvertes par l'impôt ou iront, sinon, nourrir la dette publique ou l'inflation. À court ou à long terme, le poids des mesures prises pèsera sur les citoyens.

Le Fonds monétaire international nous dit que désormais la crise financière est derrière nous. C'est possible, même s'il est malaisé de mesurer l'importance des risques que les « produits toxiques », c'est-à-dire les créances sans valeur ou douteuses, font courir à l'équilibre du système. La crainte majeure, c'est que les mauvaises habitudes des acteurs reprennent et que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce à quoi on assiste ces dernières semaines dans les milieux financiers n'est pas fait pour nous rassurer.

Les gouvernements ont également cherché à relancer l'économie face à la récession et à la menace d'une dépression. Ils l'ont fait avec détermination en Asie, où subsiste une culture interventionniste, et aux États-Unis, touchés au cœur par le séisme, et plus mollement en Europe – où la coordination des politiques économiques reste malaisée – et en France, où le gouvernement s'est montré timide. Le FMI évalue à 2 % du PIB mondial l'effort global de relance opéré. Cela sera-t-il suffisant pour sortir rapidement de la récession ? On peut en douter puisque le récent sommet du G20 à Pittsburgh a recommandé de

poursuivre les efforts. Notons en tout cas, pour nous en réjouir, que les gouvernements ont eu la sagesse de ne point recourir massivement au protectionnisme – qui aurait aggravé la crise – et ont su coopérer.

Au-delà de ces réactions à chaud, qu'en est-il de la réforme du système monétaire et financier mondial ? Est-elle engagée ? Avec quelle ampleur ?

Dépasser le cadre étroit et trop homogène des G7 ou G8 en réunissant dans des sommets réguliers dits du G20 les vingt principales économies du monde, diverses par leur zone géographique, leurs besoins et leur culture économique, est positif.

Le G20 de Washington, tenu il y a onze mois, en novembre 2008, en l'absence du Président Obama, a bien identifié les pistes à explorer.

Le G20 de Londres, en avril 2009, a été malheureusement décevant. Des pas trop modestes ont été réalisés à propos

des paradis fiscaux. En établir la liste, indiquer qu'ils ne pourront plus s'opposer aux enquêtes administratives et judiciaires qui leur seront adressées – s'il y en a – n'est pas suffisant. L'on peut d'ailleurs sortir de cette liste aisément. Les interdire serait la seule mesure salutaire, d'autant que plus des deux tiers des fonds spéculatifs (les *hedge funds*) s'y abritent.

Le G20 de Londres s'est montré tout aussi timoré sur les fonds spéculatifs. La distinction établie entre les fonds spéculatifs dits « systémiques » – car susceptibles d'emporter le système financier tout entier – et les autres sera bien difficile à vérifier, puisque la plupart sont installés dans des paradis fiscaux opaques. Quant à l'obligation faite aux premiers de s'immatriculer auprès d'un superviseur, elle est fort légère. En réalité, les fonds spéculatifs devraient être soumis aux mêmes réglementations que les autres.

Le G20 de Londres a aussi cherché à améliorer la supervision et le contrôle du système financier international.

Les ressources du Fonds monétaire ont été fortement augmentées. Le rôle de « pompier » joué par le FMI a donc été renforcé. Mais pas sa fonction de régulateur et d'architecte. Cette mission reste d'abord confiée au Conseil de stabilité financière, qui succède au Forum de stabilité financière créé en 1999 après la crise asiatique. À l'époque, mon gouvernement avait souhaité que la supervision du système monétaire et financier soit confiée au FMI, une institution internationale proche de la famille des Nations Unies. Mais les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient réussi à obtenir la création d'une simple instance informelle : le Forum de stabilité financière. Comme lui, son successeur regroupe les superviseurs (des banques, des assurances, des bourses) sur les principales places financières et, placé au siège de la Banque des règlements internationaux (la BRI), à Bâle, il est largement sous l'influence des banques centrales. En somme, ceux qui ont échoué dans l'anticipation de la crise financière sont chargés de prévenir la prochaine ! Quant au Fonds monétaire international, il collaborera avec eux dans la mise en garde précoce (*early warning*) des risques macroéconomiques et financiers.

Quelle appréciation porter, maintenant, sur le récent sommet du G20, tenu à Pittsburgh en septembre 2009 ? C'est mieux qu'à Londres mais c'est en dessous des espérances. Il y a de fortes proclamations, mais de faibles mesures concrètes. Le G20, comme attendu, est officialisé. La volonté de coopérer dans la durée des principales économies du monde est affirmée. C'est important. On nous annonce la recherche d'un accord de réforme sur les fonds propres des banques, sur les pratiques de rémunération (dont les bonus), sur les marchés de gré à gré de produits dérivés, sur les normes comptables internationales et sur les juridictions non coopératives (les paradis fiscaux). Mais là, tout dépendra des mises en œuvre effectives. Quant à la réforme du FMI, elle est modeste, car si 5 % des quotes-parts sont transférés vers les pays émergents (aux dépens de l'Europe), la minorité de blocage détenue par les Etats-Unis seuls (17 %) n'est pas levée et les pays pauvres restent les oubliés (au FMI comme au G20). Mon regret et ma crainte tiennent surtout aux impasses faites par ces sommets économiques d'après-crise sur trois questions majeures.

La première concerne l'hypertrophie de la sphère financière. Une faible attention semble avoir été portée à l'écart insensé qui s'est instauré entre la sphère financière (avec les montants colossaux de transactions sur les marchés des changes et sur les marchés de produits dérivés) et l'économie des biens et services. Réduire cet écart supposerait de s'attaquer à l'instabilité des monnaies et de mieux contrôler les mécanismes du crédit. Seuls les Etats peuvent en décider.

La seconde question est précisément celle de l'instabilité des taux de change. Les Etats-Unis détiennent le privilège de voir le dollar, émis librement par eux, servir de monnaie de réserve et de change pour le reste du monde. Ils sont assurés que les gains provenant des excédents commerciaux de leurs concurrents reviendront sur leur sol sous forme de placements en dollar. Du coup, la première puissance mondiale s'affranchit des disciplines qui s'imposent aux autres nations. Or, paradoxalement, ce privilège est aussi son talon d'Achille et la source d'une des principales faiblesses de son

économie : l'excès de son endettement interne et externe. D'où l'origine américaine de la crise.

Les dirigeants chinois ont soulevé la question des monnaies à la veille du G20 de Londres. Ce n'est pas par hasard. Ils sont directement concernés, puisque les sommes considérables que leur procurent leurs excédents commerciaux massifs sont pour l'essentiel placés en dollars. Mais s'inquiéter du désordre monétaire et évoquer la perspective d'une monnaie internationale est pertinent. Pas seulement pour faire écho à la novatrice idée de Keynes au sortir de la seconde guerre mondiale d'instaurer une monnaie commune : le Bancor. Mais aussi et surtout parce que l'instabilité des taux de change est une des sources de la spéculation et de la crise actuelle. On souhaiterait voir notre gouvernement reprendre l'approche traditionnelle de la France et entrer dans le débat sur la réforme du système monétaire, ce qu'il n'a pas fait jusqu'ici. Cela permettrait d'ailleurs de soulever auprès du gouvernement chinois lui-même le problème du cours trop bas de sa propre monnaie, le yuan. En outre, quel sens cela

a-t-il de vouloir réduire encore les obstacles au commerce et conclure à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le cycle de Doha, si l'on ne s'attaque pas aux variations et aux manipulations monétaires – par exemple, les dévaluations compétitives – qui faussent tout autant les échanges internationaux ?

La troisième question, qui se situe au cœur même des rapports économiques et sociaux qui se nouent dans le capitalisme, concerne le partage de la valeur ajoutée, de la richesse produite, entre salaires et profits. Une des leçons majeures de la crise est que la poursuite d'une augmentation excessive des taux de profit a déséquilibré l'économie. D'un côté, on a laissé proliférer les activités financières, fondées de plus en plus sur la spéculation – et parfois sur la simple escroquerie. De l'autre, on a imposé l'austérité salariale, mais on a en même temps poussé les ménages à l'endettement pour compenser le manque à gagner, pour la demande, de la faiblesse de la rémunération du travail. Un mode de fonctionnement économique mieux contrôlé et débouchant sur une plus juste répartition des

revenus doit être recherché si l'on veut parvenir à un équilibre durable à la fois économique et humain.

En définitive, il y a deux visions possibles de la crise. Selon la première, elle est l'altération passagère d'un système économique fondamentalement sain, et en tout cas du seul qui puisse aujourd'hui se concevoir. Moyennant certains ajustements et quelques rappels à l'ordre, la sortie de crise permettra de retrouver le cours normal des choses. Tel est sans doute le point de vue des conservateurs et certainement celui des libéraux. Il semble que l'approche des G20 s'en inspire, à en juger par l'écart manifeste entre les déclarations d'intention et les mesures effectives, entre les proclamations internationales et les politiques nationales, en particulier en France.

Selon la seconde vision, la crise est une phase aiguë d'un malaise chronique, celui d'un mode de production gravement déséquilibré au plan international comme au sein des nations. Ce système économique appelle des

changements profonds si l'on veut qu'il serve vraiment les besoins humains. Je me rattache à cette seconde vision.

Notre monde affronte en effet des contradictions majeures. Les inégalités sont immenses à l'échelle de la planète. Les besoins fondamentaux de milliards d'êtres humains ne sont pas correctement satisfaits et la croissance économique est pour eux impérative. Or, la terre est déjà mise en péril dans son alimentation, ses disponibilités en eau, ses sources d'énergie, ses matières premières et son climat. Comment répondre à ce besoin de croissance tout en en conjurant les risques ?

Il ne s'agit pas d'aller vers une économie administrée – dont on a vu l'échec ailleurs, en son temps –, d'instaurer le protectionnisme ni de rigidifier à l'excès les mécanismes du crédit et du marché. Mais il faut d'abord instaurer les règles et les contrôles dont toute activité, productive, d'échange ou financière, a besoin pour ne pas dériver. Et cela ne pourra pas se faire sous la dictée d'une caste financière qui a fait étalage de son avidité et de son

irresponsabilité. Il faut ensuite rechercher un nouveau modèle de développement, plus ambitieux dans ses fins, plus économe dans ses moyens et plus équitable dans la distribution de ses fruits. Le défi est immense pour un monde où la démographie reste galopante, où la misère de masse se résorbe lentement et dans de grands gaspillages, où nombre de conflits et de tensions sont à vif.

La régulation est indispensable à la globalisation. Le devoir des Etats et des organisations internationales est de la mettre en place. Mais cette régulation doit déboucher sur une transformation du système économique et social. Son équilibre suppose une répartition des richesses créées entre le capital et le travail plus favorable au travail. Il passe aussi par un processus de développement préservant la nature et la vie de la planète. L'économie doit rétablir son emprise sur la finance. L'homme doit affirmer sa maîtrise sur l'économie. La création, la recherche, le savoir, la production, la solidarité, le souci de la nature doivent être placés au premier rang des valeurs et des hiérarchies sociales dans les sociétés humaines.

Ces champs de réflexion et d'action ont besoin de l'apport intellectuel et de l'engagement politique des socialistes. Leur tâche à eux n'est pas de moraliser le capitalisme, ni de le refonder, elle est de le transformer. Qu'ils s'y emploient. À la crise du capitalisme n'ajoutons pas en effet le paradoxe d'une crise du socialisme.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURES
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
REDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
REALISATION : REFLETSGRAFICS

FONDATION JEAN-JAURES
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS
TELEPHONE : 01 40 23 24 00
TELECOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Lionel Jospin

Les socialistes face à la crise du capitalisme

Si l'ampleur de la crise mondiale actuelle frappe les esprits, elle n'est pourtant pas la première alerte des excès du système capitaliste. C'est donc un sujet aussi ancien qu'actuel que Lionel Jospin aborde dans cet essai.

Reprenant l'intervention de l'ancien Premier ministre lors des Rendez-vous de l'Histoire de Blois d'octobre 2009, à l'invitation de la Fondation Jean-Jaurès et de l'Office universitaire de recherche socialiste, cet essai livre une vision à la fois historique et personnelle des rapports entre socialisme et capitalisme.

www.jean-jaures.org